

Décoloniser la société institutionnelle

James Robertson*

La société moderne est arrivée à un tournant. Des courants puissants se conjuguent pour provoquer l'effondrement des valeurs existantes, des modes de vie et des institutions existants. Parmi ces courants, je citerai l'emprise de la technologie, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution, le chômage, une paralysie générale des institutions, un sentiment répandu d'impuissance chez les individus, etc. En même temps, bien des faits nouveaux sont en train d'apparaître, dont la convergence pourrait déterminer le passage vers une nouvelle et meilleure forme de société : une résolution accrue à ne chercher qu'en soi-même aide et secours, à assurer son indépendance ; un nouvel équilibre entre les sexes ; un intérêt croissant pour les structures sociales économiques et politiques qui servent les hommes au lieu de leur imposer une tyrannie ; un intérêt croissant pour les technologies favorables à la poursuite du même objectif ; un sentiment accru que nous sommes tous les habitants de la même planète, les citoyens du même monde ; une conscience accrue des problèmes écologiques ; et un intérêt croissant pour une approche spirituelle et cosmique de l'existence, que l'on peut sommairement définir à l'aide des expressions « sur-nature » et « suresprit ».

Toutefois, l'idée qu'une forme ancienne de société s'effondre et que notre mission est de réussir le passage à une forme nouvelle, cette idée n'a rien en elle-même de très surprenant. Virgile, Tennyson et combien d'autres ont été conscients « que le vieil ordre change, cédant la place à un nouveau ». Mais cette idée nous encourage à une double entreprise.

En premier lieu, elle nous encourage à chercher dans le passé des rapprochements significatifs. L'ère qui s'achève sous nos yeux a-t-elle duré 200 ans ? La révolution post-industrielle sera-t-elle le pendant de la révolution industrielle ? Ou bien notre regard doit-il se reporter 500 ans en arrière — jusqu'à la Renaissance et à la Réforme — pour trouver le commencement de l'âge individualiste, rationnel, tourné vers une expansion indéfinie, marqué par la prépondérance du sexe masculin et du continent européen, qui touche aujourd'hui à sa fin ? La transition qui s'ouvre devant nous va-t-elle ressembler à la transition du Moyen Âge à la Renaissance ?

En second lieu, l'idée que la société ancienne s'effondre et que la société nouvelle puisse être en train d'émerger, nous aide à concevoir plus clairement à quelle action, à titre individuel, nous pouvons utilement nous consacrer. Il existe, me semble-t-il, au moins cinq manières différentes d'agir utilement.

- Style de vie : Nous pouvons vivre selon un mode qui s'accorde mieux avec l'avenir que nous souhaitons susciter.

- Nouvelles frontières : Nous pouvons travailler sur n'importe lequel des aspects de l'ordre naissant auquel nous pouvons apporter le plus — médecine parallèle, technologie appropriée, conservation de l'énergie, activité politique, création de nouveaux terrains d'application d'un travail socialement utile, et bien d'autres choses encore.

- Aménagement de l'écroulement : Nous pouvons travailler à faire en sorte que les millions de gens qui se trouvent irrémédiablement engagés dans l'état de choses existant (gouvernement, industrie, argent, emplois, service de santé, services sociaux, etc.) souffrent le moins possible de l'effondre-

ment de cet état de choses, quand il se produira ; et à leur apprendre à y faire face en s'aidant eux-mêmes et les uns les autres.

- Vision nouvelle : Nous pouvons aider à promouvoir et à répandre une vision plus cohérente d'un nouvel avenir, ainsi qu'une plus claire compréhension des moyens d'assurer la transition vers cet avenir.

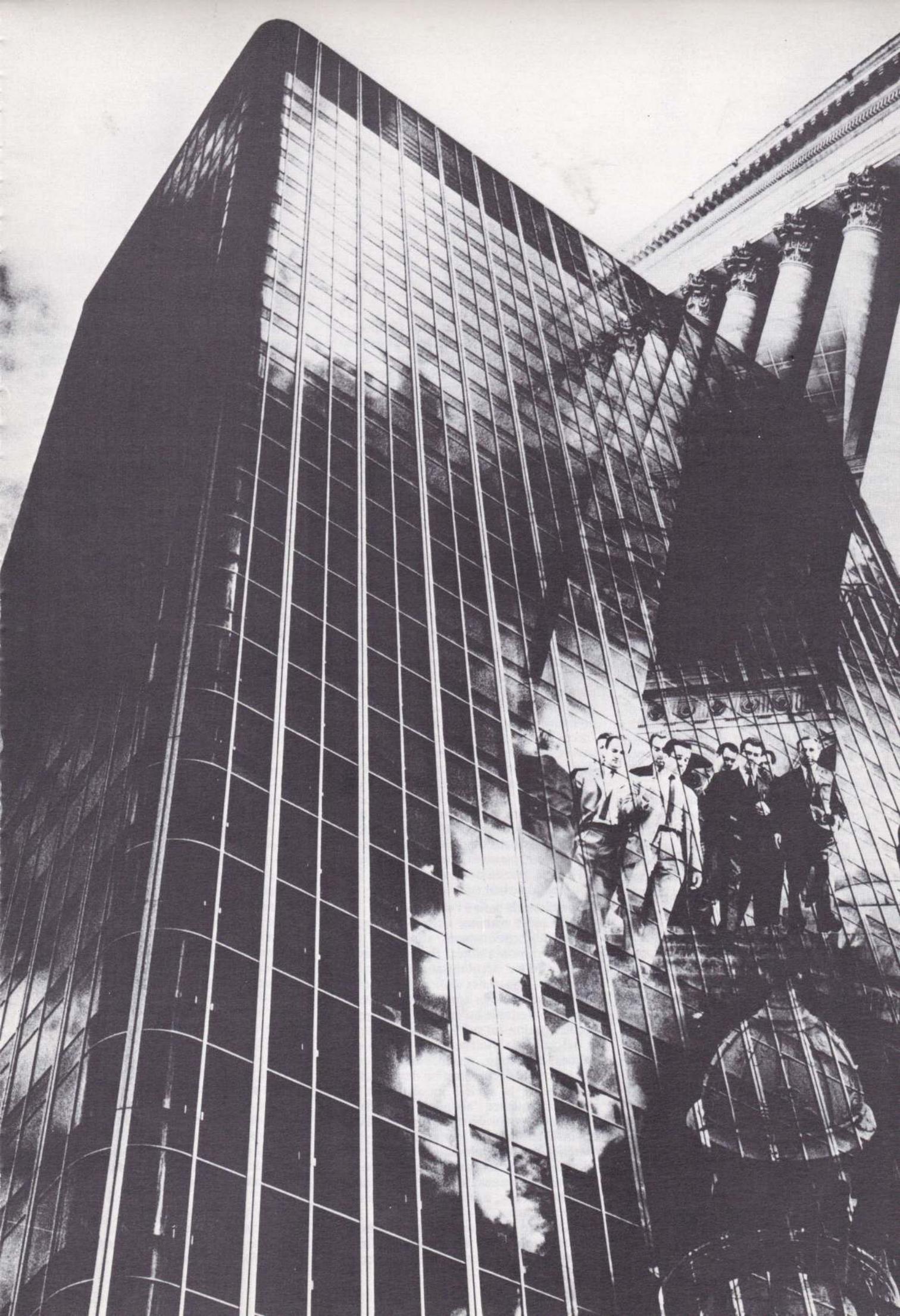
- Transformation évolutive : En apprenant à apprécier la valeur de tous ces moyens d'aider à créer l'avenir (et non pas seulement la valeur de la contribution que nous-mêmes sommes en mesure d'apporter), nous pouvons aider à faire en sorte que le processus d'effondrement et de passage se convertisse en un processus suffisamment égal et paisible de transformation évolutive, en une transition historique comprise et entreprise en pleine conscience.

Décolonisation volontaire ou aménagement de l'effondrement

Nous pouvons choisir de demeurer, au moins jusqu'à un certain point, dans le système institutionnel (de gouvernement, de politique, d'économie, etc.) et d'accomplir en son sein un travail constructif — d'aménager son effondrement. Pour prendre l'exemple de l'économie, j'ai proposé de considérer le développement de formes de rechange de l'activité économique comme un processus de libération de l'économie institutionnelle. Il en résulte que nous devrions envisager cet aménagement de l'effondrement de l'économie institutionnelle comme un processus de décolonisation. La tâche constructive proposée à tous ceux qui travaillent dans le gouvernement, les affaires, les finances, les syndicats, les services publics, les professions libérales et en d'autres domaines de l'économie institutionnelle, est ainsi de réduire la dépendance économique des autres à l'égard de cette forme d'économie — c'est-à-dire de réduire leur dépendance à l'égard des emplois, de l'argent, des biens et services fournis par l'industrie, le commerce et les services publics. Le but devrait être de rendre chacun — à titre de citoyens, clients, travailleurs, malades, élèves, etc. — capable de forger sa propre autonomie. Le but des administrateurs, des membres des professions libérales, des fonctionnaires, etc. devrait être de se dégager eux-mêmes de leur emploi — de rendre leur office inutile.

L'idée est en train de se répandre que le rôle des administrateurs et des praticiens est d'aider les gens à s'aider eux-mêmes — qu'administrateurs et praticiens devraient renoncer à leurs pouvoirs et apprendre aux autres à s'en servir, plutôt que de les monopoliser et d'en tirer bénéfice. Je pourrais citer des exemples spécifiques empruntés à des domaines allant de la psychanalyse aux problèmes de l'environnement, en passant par le milieu bancaire. Mais laissez-moi seulement tenter d'esquisser le genre de choses que cette idée pourrait signifier dans le domaine des affaires et du gouvernement : Prenons à titre d'exemple les compagnies pétrolières. Leur objectif traditionnel est de vendre des quantités croissantes de pétrole. Le temps pourrait venir — il vient peut-être déjà — où elles viseront à aider leurs clients à acheter moins de pétrole, en réduisant leur dépendance à l'égard du pétrole.

L'effondrement de l'économie institutionnelle comme processus de décolonisation.



En d'autres termes, la nature de leur travail peut changer, passant de la production et de la vente du pétrole à la manière d'aider la clientèle à satisfaire ses besoins d'énergie en réduisant sa dépendance à l'égard du pétrole. D'une manière identique, les firmes de production pharmaceutique et alimentaire ont eu pour objectif traditionnel de vendre des quantités croissantes de médicaments et d'aliments semi-préparés. Le temps pourrait venir où elles aideront leurs clients à réduire leur dépendance à l'égard de ces produits. La nature de leur travail aurait alors changé : il ne s'agirait plus de produire et de vendre des produits médicaux et alimentaires en ne dépendant davantage que d'eux-mêmes.

Favoriser le retour à la terre

Dans la mesure où les gouvernements sont ici concernés, au lieu de continuer à édifier de grosses industries qui ont besoin d'énormes capitaux, des systèmes centralisés et des services publics alourdis par la bureaucratie — avec pour corollaire, une dépendance accrue du public à leur égard pour le travail, les besoins matériels et le bien-être — les gouvernements devraient mettre désormais l'accent sur des actions susceptibles de rendre le public davantage autonome et autosuffisant. Par exemple :

- Appuyer une politique de production et de conservation énergétique décentralisée ;
- Lancer des programmes de création d'emplois, d'abord sous forme d'une politique centralisée pour fournir davantage de postes de travail, mais ensuite en y recourant pour relancer l'économie au niveau des collectivités locales ;
- Investir dans le logement et autres équipements à l'échelon local (y compris jardins, ateliers, etc.) ce qui aiderait à développer l'autonomie économique et sociale des ménages et des collectivités locales ;
- Soutenir la recherche et le développement dans une large gamme de technologies avancées, mais opérant sur une échelle réduite, ce qui contribuerait aussi à l'autonomie économique et sociale des ménages et des collectivités locales ;
- Favoriser le retour à la terre et la petite entreprise agricole.

Il existe, sans doute, des difficultés et problèmes décourageants si l'on s'engage dans la voie de cette décolonisation volontaire.

Pour commencer se pose le problème de la domination et de la dépendance. Aux yeux de beaucoup de ceux qui occupent une position d'administrateur, de praticien ou de membre des classes dirigeantes, l'identité de sa propre personne et l'énergie de toute

son existence s'incarnent dans l'importance de son présent rôle et dans le sentiment de la dépendance des autres à l'égard de ce rôle. Ils se sentiraient menacés par la perte éventuelle de leur position présente, de leur pouvoir présent, et ils s'y accrocheraient avec une énergie maladroite. On a dit des modèles logiques et mathématiques de société que tant de spécialistes des sciences sociales essaient d'expérimenter : « De tels modèles... peuvent bien représenter pour certains cœurs rétrécis l'essence de la société. Mais je soupçonne plutôt qu'ils représentent une fuite loin d'une réalité qu'il est trop inquiétant de considérer en face. Ils représentent un cas de schizophrénie tout à fait conforme à la définition de Laing, dans lequel un monde réel, qui est vu comme épouvantable et non soumis à la volonté du sujet, est remplacé par un monde imaginaire plus rassurant, dont l'ordonnateur est le maître absolu » (1). A mesure que l'ancien système continuera à s'effondrer, il est probable que beaucoup d'administrateurs, de praticiens, d'hommes politiques, de chefs syndicaux et d'autres dirigeants régulièrement investis s'efforceront de manière toujours plus autoritaire de renforcer l'importance des connaissances et du savoir-faire, de l'expérience et du pouvoir, dont ils se sont fait un capital dans l'ordre de choses existant. En même temps, il y aura beaucoup de citoyens, de consommateurs, de travailleurs, de patients et autres dépendants des structures établies qui s'accrocheront à leurs liens de dépendance. Eux aussi se sentiraient menacés, dans leur cas personnel par la pensée de devoir assumer la responsabilité de leur propre sort.

Des millions de gens à l'abandon ?

Il faudra compter aussi avec une répugnance authentiquement altruiste à abdiquer ses responsabilités. Beaucoup de gens croient qu'en décolonisant les anciennes puissances impériales abdiquèrent leurs responsabilités dans les années 1950 et 1960 ; et il est incontestable qu'en certains endroits la décolonisation fut suivie d'une rechute dans le désordre, la violence et la tyrannie. De même, beaucoup ressentiront la crainte sincère que la décolonisation des institutions actuelles de la société industrialisée n'ait pour conséquence l'abandon de millions de personnes — qui dépendent maintenant de ces institutions pour leur sécurité physique, matérielle et psychologique — à la tyrannie de gouvernants locaux, à l'exploitation par des magnats locaux, à la domination de patriarques locaux, à la magie de charlatans et sorciers locaux.

D'autre part, un problème redoutable se posera quant au moyen de justifier des initiatives libératrices, si l'on juge encore se-

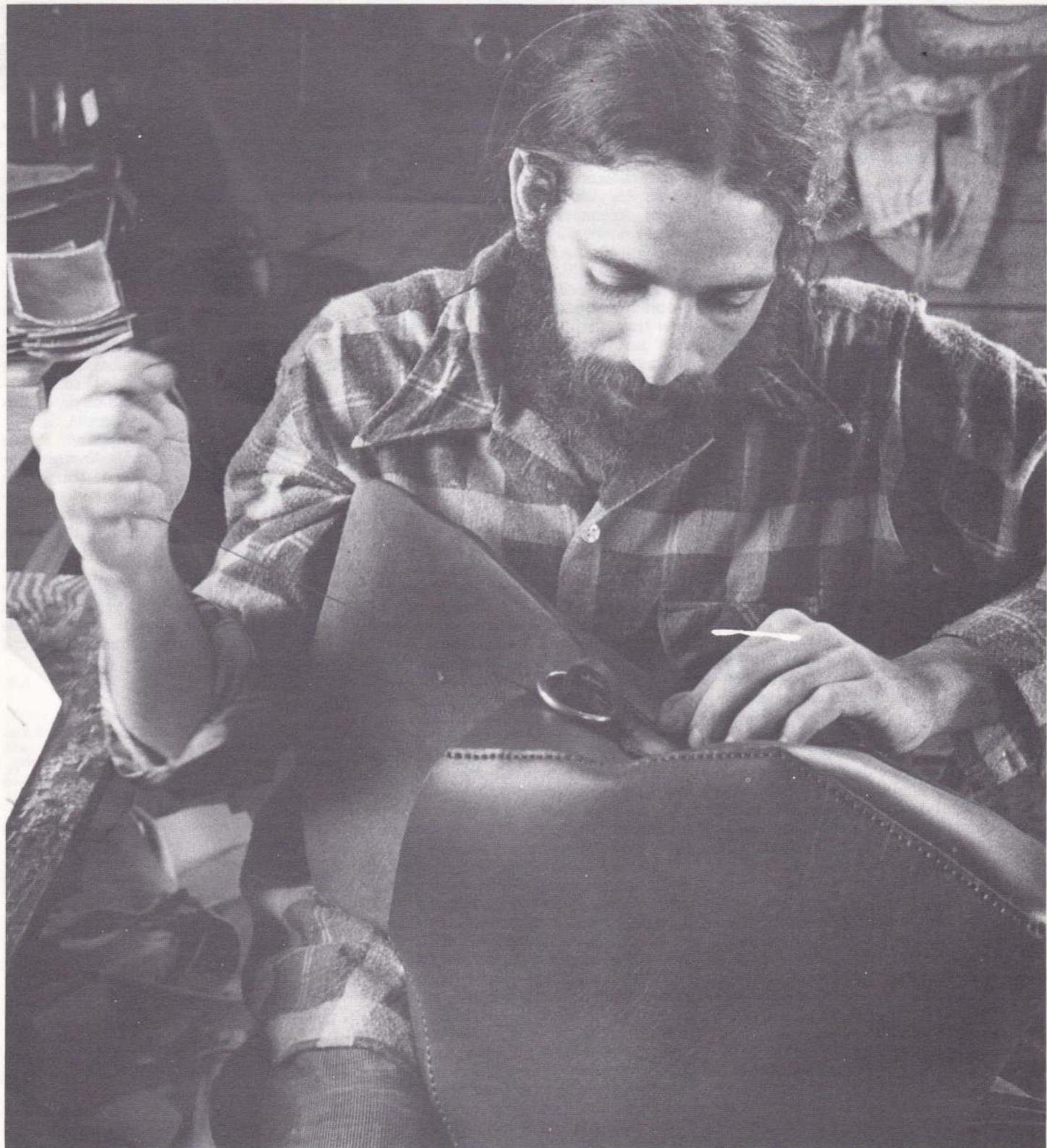
lon les critères reconnus aujourd'hui par les gouvernements, les directeurs d'entreprise et les professions libérales. Par exemple, supposons qu'un gouvernement décide de consacrer des fonds publics à la construction d'un programme d'habitation avec en annexe jardin et atelier. L'objectif serait de permettre aux occupants de devenir sensiblement moins dépendants du commerce de détail pour une bonne part de leur nourriture et beaucoup des objets d'usage quotidiens, et aussi sensiblement moins dépendants du marché du travail pour leurs emplois. En d'autres termes, le gouvernement aiderait ces gens à se libérer eux-mêmes, au moins jusqu'à un certain point, de leur dépendance à l'égard de l'économie monétaire. Le problème est le suivant : non seulement le profit direct à retirer de cet investissement serait « contraire aux lois de l'économie » (à s'en remettre aux critères usuels concernant les taux d'intérêt), mais cet investissement réduirait effectivement le montant du PNB. Ainsi, bien qu'une telle politique du logement puisse être très heureuse et recommandable sur les plans social et humain, elle serait tout à fait injustifiable selon les critères usuels. Il y a sans aucun doute beaucoup d'exemples, dans des domaines comme ceux de l'éducation et de la santé publique, où des initiatives libératrices sembleraient aller à l'encontre des critères usuels par référence auxquels sont appréciées aujourd'hui des propositions novatrices.

Pourtant, sans sous-estimer les difficultés qui s'élèveront, je puise un réconfort dans les deux réflexions suivantes. La première est une réflexion d'ordre général, bien formulée par Abraham Maslow : « mieux nous comprenons la totalité de l'Être, mieux nous pouvons supporter l'existence simultanée et la perception d'incohérences, d'oppositions et de contradictions directes. Elles semblent le produit d'une connaissance partielle, et elles s'évanouiront en même temps que nous acquerrons la connaissance de l'ensemble » (2).

Ainsi que l'on dit, la tâche de notre génération est de reconstruire une métaphysique. Sur les plans économique et politique, cette tâche se compare historiquement à ce qu'accomplirent Adam Smith et John Locke deux et trois siècles plus tôt. Elle comportera la mise au point de nouveaux concepts philosophiques et éthiques — une doctrine originale d'économie politique...

Devenir moins dépendant du marché du travail.

Dans une communauté canadienne, Howard se transforme en artisan sellier...



Au nombre de ces nouveaux concepts figureront ceux de richesse, de travail, de pouvoir et de service public. Ils ne seront pas fondés sur le besoin d'argent, de biens, de services, d'emplois et de positions, bref de tout ce que fournissent l'économie institutionnelle, le marché du travail et la bureaucratie. Ils seront fondés sur des ressources et des activités capables de libérer les hommes d'une surdépendance à l'égard de l'argent, des emplois, des biens, des services et des positions de ce genre.

Voici quelques exemples de la nature du nouvel effort de réflexion qui commence à se dessiner à propos de la richesse, du travail et du pouvoir.

Les symboles de la richesse

Richesse : dans un récent article intitulé « The New Wealth », Tom Burke (des Amis de la Terre) écrit : « Du point de vue du nouveau concept de richesse, on considérerait comme bien pourvu celui qui posséderait l'équipement nécessaire pour tirer le meilleur usage des flots d'énergie naturelle en vue de chauffer sa demeure ou de faire bouillir de l'eau — c'est bien là l'essentiel de la demande d'énergie des particuliers. Les symboles de ce genre de richesse ne sauraient donc être une nouvelle voiture, un nouvel appareil de télévision ou quoi que ce soit de semblable, même si cette catégorie de biens continue à être aussi matérielle et réelle ». Ce seront des réflecteurs solaires, des murs isolants, une pompe thermique. Les pauvres seront ceux qui resteront tributaires de services centralisés de distribution d'énergie, exposés à l'interruption du service par suite de grève, de mauvais fonctionnement ou de sabotage, et plus encore exposés à une hausse des tarifs décidée par d'inaccessibles technocrates, eux-mêmes victimes des mouvements d'un marché échappant à leur contrôle. Ces riches d'un nouveau genre ne se vanteront pas de la nouveauté de leur appareil de télévision, mais de sa durée probable d'usage et de la facilité de le remettre en état de marche. Leur richesse peut s'imaginer aussi sous la forme de la propriété, ou au moins de la libre disposition d'un lopin de terre suffisant pour y faire pousser une certaine proportion de ce qu'ils consomment dans l'année. Ce qui rendrait moins nécessaire d'avoir des revenus toujours plus élevés afin de pouvoir se procurer une nourriture toujours plus coûteuse. La richesse pourrait encore se définir par la capacité d'accès à la plupart des biens et services au prix d'un court trajet à pied ou en bicyclette depuis le domicile, ce qui rendrait moins nécessaire de consacrer plus de temps à gagner plus d'argent pour emprunter des moyens de transport public toujours plus coûteux. De hauts revenus seraient ainsi moins un signe de richesse qu'un signe de pauvreté, puisqu'ils trahiraient un état de dépendance à l'égard de quelque fournisseur d'un emploi et d'un lieu de travail, moyens indispensables à l'acquisition d'un revenu qui à son tour permet de louer des services. La richesse consisterait encore à disposer d'un plus grand contrôle sur les décisions qui influent sur le degré de bien-être et à avoir le temps d'exercer effectivement ce contrôle (3).

Travail : Un récent rapport appelé « Reworking the World » (4) a examiné les concepts de travail en cours de mutation : « L'immense fermentation sociale et intellectuelle de notre temps (que nous accolions une appellation ou l'autre — ébranlement à

venir, transition vers une société post-industrielle, émergence de Conscience III, fin de l'enfance) est le contexte dans lequel les concepts de travail sont en train de changer. Des concepts de travail en cours de mutation, que ce soit au niveau de l'individu, de la collectivité, de la société, ou partout à la fois, sont inmanquablement en relation avec un sens des finalités également en mutation — des finalités, c'est-à-dire de ce qu'il est opportun de faire. Le marché du travail ne peut plus jouir d'une crédibilité quelconque en tant qu'instrument d'organisation de l'activité travailleuse. Le concept de travail, entendu comme quelque chose qui doit être socialement productif aux yeux de l'observateur, en vient à servir pour opérer un tri entre emplois vides et emplois riches de sens. Un concept de travail nouveau est en train de se faire jour, globalement ; à la lumière de ce nouveau concept, on refusera le nom de travail à ce qui, souvent, passe maintenant pour tel et on le donnera à ce qui y paraît maintenant étranger. Nous allons avoir besoin de nous en remettre toujours davantage aux individus et aux collectivités de définir leurs propres concepts de travail ».

Une campagne en faveur du droit à travailler sur des produits socialement utiles a été lancée récemment en Angleterre par le délégué syndical à la Lucas Aerospace Company. Allant plus loin, certains se sont peut-être demandé s'il fallait être son propre employeur ou membre d'une entreprise dont la propriété soit partagée entre ses travailleurs pour travailler de la seule manière possible dans une société occupée à rattraper le rythme de sa propre évolution.

Le pouvoir : à prendre

Pouvoir : exactement comme les nouveaux concepts de richesse et de travail mettront l'accent sur le degré de contrôle que les gens ont sur leur propre existence, de même le nouveau concept de pouvoir s'inspirera de la même préoccupation. Et de même que, dans le nouveau modèle de société, la richesse et le travail ne seront pas donnés, mais que chacun devra les créer pour soi-même, de même aussi, le pouvoir ne sera pas donné, mais il faudra s'en saisir pour soi-même. De même que les gens ont à apprendre l'autonomie de l'âge adulte pour leur propre part, ou qu'ils ont à apprendre à être en bonne santé pour eux-mêmes, de même tous ceux qui se trouvaient jusque-là dans un état de dépendance quelconque ont à créer leur propre pouvoir pour contrôler leurs existences et pour participer à l'exercice du contrôle dans la collectivité à laquelle ils appartiennent.

La dépendance des femmes dans une société patriarcale peut apparaître comme le modèle qui s'applique à la plupart des citoyens, des consommateurs, des travailleurs, des patients, des élèves, et autres catégories de clients des structures politiques, administratives et professionnelles en place dans les sociétés industrielles modernes. Voici comment le Boston Women's Health Book Collective en arrive à concevoir la situation. « En nous entretenant les unes avec les autres, nous avons compris que beaucoup d'entre nous avaient en commun une certaine perception des hommes — ils nous semblaient tous capables d'être la source de leurs propres émotions et de faire certaines choses pour leur propre compte. Nous avions tendance à nous sentir passives, dépourvues, et à attendre qu'un homme

fasse certaines choses pour nous, ce dont nous ressentions d'ailleurs le besoin. Nous étions formées à remettre aux hommes notre pouvoir. C'était comme si nous étions en argile et que les hommes nous mouleraient, nous prêteraient forme et vie. Nous retrouvions ainsi la matière de nos rêves d'enfance : « Un jour mon prince viendra ». Nous étions toujours déçues quand les hommes n'accomplissaient pas cette tâche impossible pour nous. Et nous commençâmes alors à regarder comme paralysantes ces manières passives, impuissantes, de remettre à d'autres notre pouvoir. Il devint clair à nos yeux que nous devions revoir les perspectives que nous formions pour nous-mêmes. Il n'existait aucune raison effective qui nous interdît d'affirmer notre propre existence et d'agir pour nous-mêmes » (5).

Ces femmes ont senti qu'elles avaient été formées à remettre leur pouvoir à d'autres personnes, avec charge de les définir. Le nouveau concept de pouvoir non violent, de souveraineté jaillissant pacifiquement des profondeurs du peuple, nous concerne tous. Qu'il me soit permis de conclure sur les deux réflexions suivantes. D'abord, que le tournant de société n'est plus éloigné de nous. Ensuite, que nous devrions nous sentir en état d'y faire face avec confiance. Je vais citer à nouveau Willis Harman : « Tout ce que nous avons appris de la psychothérapie suggère que c'est au moment précis où l'individu éprouve le plus intensément que sa vie s'écroule autour de lui qu'il a le plus de chance de mener à bien une réorganisation de son être intime, qui constitue un pas décisif dans sa marche vers la maturité. Notre espoir, notre croyance sont que c'est précisément quand l'avenir de la société apparaît si compromis — quand ses problèmes étourdissent par leur complexité, quand tant d'individus paraissent aliénés et que tant de valeurs paraissent dévaluées — qu'elle a le plus de chance de réussir une métamorphose qui l'achemine vers sa maturité, vers une exaltation, un accomplissement de l'esprit humain plus authentiques que jamais auparavant. Aussi nous représentons-nous la possibilité d'un brusque saut dans l'évolution qui nous conduise à une société trans-industrielle possédant non seulement les moyens techniques, mais aussi une profonde connaissance de ce qu'il vaut la peine d'entreprendre » (6).

J. R.

(1) John G.U. Adams, *You're Never Alone with Schizophrenia* (vous n'êtes jamais seul avec la schizophrénie). *Industrial Marketing Management*, 4, 1972.

(2) Abraham Maslow, *Towards a Psychology of Being* (vers une psychologie de l'être). Van Nostrand Reinhold, 1968.

(3) Tom Burke, *The New Wealth* (la nouvelle richesse) article non publié, 1977.

(4) Gail Stewart et Cathy Starrs, *Reworking the World : A Report on Changing Concepts of Work* (le monde sous révision : compte rendu sur les concepts de travail en mutation). Ottawa, 1973.

(5) Boston Women's Health Book Collective (Collectif bostonien du livre médical pour les femmes), *Our Bodies Ourselves* (notre corps, nous-mêmes). Simon et Schuster, New York, 1976.

(6) Willis W. Harman, *An Incomplete Guide to the Future* (Introduction incomplète à l'avenir). Association des Élèves de Stanford, Californie, 1976.

* Colloque Modes de vie et changement social. Arc-et-Senans - Sept. 77.

*Une société où vieillir
ne signifierait pas toujours
isolement et abandon.*

